

SÉANCE DU MERCREDI 3 AVRIL 1946 **VERGADERING VAN WOENSDAG 3 APRIL 1946**

SOMMAIRE :

EXCUSES :

Absences motivées, page 60.

PROPOSITIONS DE LOI (Autorisation d'impression) :

Le bureau a autorisé l'impression et la distribution de neuf propositions de loi, p. 60.

DECLARATION DU GOUVERNEMENT :

M. Van Acker, premier ministre, donne lecture de la déclaration du gouvernement, p. 60.

ORDRE DES TRAVAUX :

PROPOSITION DU BUREAU :

M. le président propose de remettre à demain le débat sur la déclaration du gouvernement, p. 63.

INTERPELLATION (Demandes) :

1. De M. Jaminet à M. le ministre des communications (Emoi causé par l'augmentation massive des tarifs des chemins de fer), p. 63.
2. De M. Scheere à MM. les ministres des travaux publics et des affaires économiques (Impossibilité d'application par les bateliers et armateurs-affréteurs de l'arrêté du 10 mars 1946), p. 63.

QUESTIONS :

Des questions ont été remises au bureau par MM. Jaminet et Verhamme, p. 64.

INHOUDSOPGAVE :

VERHINDERD :

Berichten van verhindering, bladzijde 60.

WETSVORSTELLEN (Toelating tot drukken) :

Het bureau heeft toelating verleend tot het drukken en ronddeelen van negen wetsvoorstellen, blz. 60.

REGEERINGSVERKLARING :

De heer Van Acker, eerste-minister, geeft lezing van de regeeringsverklaring, blz. 60.

REGELING DER WERKZAAMHEDEN :

VOORSTEL VANWEGE HET BUREAU :

De heer voorzitter stelt voor de bespreking van de regeeringsverklaring tot morgen te verdagen, blz. 63.

INTERPELLATIE (Vragen) :

1. Van den heer Jaminet tot den heer minister van verkeerswezen (Opschudding verwekt door de aanzienlijke verhooging van de tarieven der spoorwegen), blz. 63.
2. Van den heer Scheere tot den heer minister van openbare werken (Onmogelijkheid van toepassing door de schippers en scheepreiders-bevrachters van het besluit van 19 Maart 1946), blz. 63.

VRAGEN :

Vragen werden ter tafel gelegd door de heeren Jaminet en Verhamme, blz. 64.

PRESIDENCE DE M. VAN CAUWELAERT, PRESIDENT.

VOORZITTERSCHAP VAN DEN HEER VAN CAUWELAERT, VOORZITTER.

MM. Amelot et Van Walleghem, secrétaires, prennent place au bureau.

De heeren Amelot en Van Walleghem, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 15 heures.

De vergadering wordt geopend te 15 uur.

EXCUSÉS. — VERONTSCHULDIGINGEN.

MM. Fischer et Mundeleer, indisposés, prient la Chambre d'excuser momentanément leur absence aux séances.

M. Carton de Wiart, retenu à l'étranger pendant une dizaine de jours, prie la Chambre d'excuser son absence aux séances.

MM. Carton de Wiart et Fischer déclarent s'être mis d'accord pour païrer en cas de vote.

Voor onbepaalden tijd : de heeren Fischer en Mundeleer, ongesteld.

Voor een tiental dagen : de heer Carton de Wiart, naar het buitenland.

De heeren Carton de Wiart en Fischer verklaren afgesproken te zijn inzake stemming.

— Pris pour information.

Voor kennisneming.

PROPOSITIONS DE LOI. — WETSVOORSTELLEN.

Impression et distribution. — Drukken en ronddelen.

Le bureau a autorisé l'impression :

D'une proposition de loi (de M. Lahaut) portant sur la nationalisation des industries houillères;

D'une proposition de loi (de M. Piérard) tendant à créer un Fonds national de la littérature;

D'une proposition de loi (de M. Philippart) modifiant et complétant le dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 16 octobre 1945 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, profits et bénéfices exceptionnels réalisés en période de guerre et modifiant le § 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 18 octobre 1945 relative à l'amnistie fiscale;

D'une proposition de loi (de M. Charles Janssens) modifiant les limites de l'agglomération bruxelloise au point de vue de l'application du régime linguistique;

D'une proposition de loi (de M. Joris) créant un Office national pour la récupération, la reconstruction et le développement de la flotte nationale intérieure et rhénane;

D'une proposition de loi (de M. Dispy) relative à la création de la Société des transports en commun de la région bruxelloise;

D'une proposition de loi (de M. Vranckx) modifiant la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et les lois modificatives coordonnées par l'arrêté royal du 28 septembre 1931;

D'une proposition de loi (de M. Delattre) créant la Société nationale des mines de Belgique;

D'une proposition de loi (de M. Rey) tendant à faire déclarer les orphelins de guerre « enfants de la patrie ».

Het bureau heeft het drukken toegelaten :

Van een wetsvoorstel (van den heer Lahaut) houdende nationalisatie van de steenkolenbedrijven;

Van een wetsvoorstel (van den heer Piérard) tot oprichting van een Nationaal Fonds voor de letterkunde;

Van een wetsvoorstel (van den heer Philippart) houdende wijziging van de laatste alinea van artikel 5 der wet van 16 October 1945 tot invoering van een extra-belasting op de in oorlogstijd behaalde exceptionele inkomsten, winsten en baten en tot wijziging van § 1 van het eerste artikel der wet van 18 October 1945 betreffende de fiscale amnestie;

Van een wetsvoorstel (van den heer Charles Janssens) tot wijziging van de grenzen van de Brusselsche agglomeratie wat de toepassing betreft van de taalregeling;

Van een wetsvoorstel (van den heer Joris) houdende oprichting van een Nationaal Bureau voor de recuperatie, den verbouw en de uitbreiding van de eigen binnenvaart en Rijnvloot;

Van een wetsvoorstel (van den heer Dispy) betreffende de oprichting van de Maatschappij voor gemeenschappelijk vervoer in het Brusselsche;

Van een wetsvoorstel (van den heer Vranckx) tot wijziging van de wet van 24 December 1903 op het herstel der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen en van de wetten tot wijziging samengevoerd bij koninklijk besluit van 28 September 1931;

Van een wetsvoorstel (van den heer Delattre) houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische steenkoolmijnen;

Van een wetsvoorstel (van den heer Rey) er toe strekkend de oorlogswaarden als « beschermelingen van het vaderland » te erkennen.

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT.

VERKLARING VAN DE REGERING.

M. le président. — L'ordre du jour appelle la déclaration du gouvernement.

Aan de dagorde staat de verklaring van de regering.

Het woord is aan den heer eerste-minister.

La parole est à M. le premier ministre.

M. Van Acker, premier ministre (à la tribune). — Mesdames, messieurs, le gouvernement qui se présente devant vous s'est constitué pour répondre à l'impérieuse nécessité de mettre immédiatement un terme à la carence de l'autorité.

Depuis le 9 janvier, le pays n'est plus gouverné; depuis les élections, il n'est plus administré.

Cet état de choses mettait en péril les résultats obtenus depuis la libération, grâce à l'ardeur au travail de notre peuple, guidé par l'action persévérante des gouvernements qui se sont succédé au pouvoir, et plus spécialement de celui qui y accéda le 13 février 1945.

Tous les efforts tendant à la constitution d'un gouvernement rassemblant toutes les bonnes volontés ont échoué. Il n'appartient pas au gouvernement de rechercher les causes de cet échec ni de tenter d'en établir les responsabilités.

Les partis représentés au sein du gouvernement se sont défaits de s'entendre pour réaliser l'œuvre de salut public qu'il n'était plus permis de différer.

C'est dire que le gouvernement s'abstiendra de toute initiative concernant les questions politiques, parce qu'elles sont de nature à diviser les Belges au moment même où il est indispensable de mettre tout en œuvre pour les unir.

La déclaration du gouvernement précède la recueilli l'approbation de tous les partis. En ce qui concerne la question royale, le gouvernement confirme les suggestions qui s'y trouvent énoncées.

Le gouvernement entend mettre l'accent sur les questions financières, économiques et sociales; en ce moment, elles dominent toutes les autres et doivent être résolues sans désespérer.

En matière financière, il continuera la politique des gouvernements qui l'ont précédé depuis la libération.

Cette politique comporte, au premier chef, le maintien de la stabilité du franc. C'est par des actes et non par des déclarations que celle-ci sera assurée.

Les dépenses publiques seront limitées à la mesure des possibilités financières du pays et dans le but de réaliser l'équilibre de ces dépenses et des recettes fiscales.

En matière budgétaire, il faut en revenir au plus tôt au respect des règles constitutionnelles et des prérogatives du parlement. Cette préoccupation justifie, dans les circonstances présentes, la création d'un département du budget, qui sera chargé également de la solution du problème des finances des pouvoirs publics subordonnés, de commun accord avec le département de l'intérieur.

La politique financière, qui reste du ressort du département des finances, suppose un contrôle strict des dépenses publiques, afin de prévenir l'inflation. Elle n'est cependant pas une politique de déflation. Elle s'inspire de la préoccupation d'assurer, dans le cadre des possibilités financières, la priorité aux dépenses nécessaires immédiatement.

Il faudra également assurer le financement du secteur privé de l'économie, en particulier en vue de son rééquipement. A cet égard, certaines réformes devront être réalisées afin de mettre le système du crédit à même de remplir complètement sa mission.

Le gouvernement poursuivra une politique de l'épargne.

La législation fiscale sera révisée afin d'aider à la réalisation des buts poursuivis en matière économique, de répartir plus équitablement la charge commune et de procéder à la simplification de cette législation.

En matière économique, notre tâche sera de reprendre et de faire aboutir l'œuvre de redressement si heureusement commencée par les gouvernements antérieurs.

Notre gouvernement sera le gouvernement des trois batailles : celle du charbon, celle des prix, celle de l'exportation.

La première exige la production maximum du charbon, afin d'augmenter les contingents alloués aux établissements industriels et agricoles. Elle comporte des mesures immédiates pour redresser la situation des dernières semaines.

La seconde, que nous livrerons avec toutes les armes dont nous pouvons disposer pour assurer une application rigoureuse des mesures prises, a pour objectif principal d'accroître le pouvoir d'achat du franc, ce qui est indispensable aux travailleurs, aux petits rentiers et aux pensionnés.

En gagnant les deux premières batailles, nous aurons gagné la troisième et, du même coup, reconquis nos marchés extérieurs ainsi que restauré notre prospérité par l'exportation. Celle-ci requiert à la fois l'intensification de la production et l'abaissement des prix de revient, devant la concurrence mondiale.

Dans cette pensée, le département nouveau du rééquipement national abordera l'œuvre primordiale du rééquipement économique; cette œuvre comporte des réformes de structure, notamment en matière charbonnière.

De plus, nous doterons des moyens d'action nécessaires le haut-commissariat à la recherche scientifique, en lui allouant tous les crédits qui seront justifiés et en encourageant les chercheurs, tant en Belgique que dans la colonie.

Devant l'importance du rôle joué par les transports dans les échanges commerciaux, nous redoublons d'efforts pour reconstituer — accroître même — notre marine marchande et pour intensifier le trafic aérien.

L'économie, aujourd'hui, doit être et rester orientée. Les nécessités de l'après-guerre ont justifié des limitations et des contrôles qui portent inévitablement atteinte, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, à la liberté des échanges.

Nous nous appliquerons à les relâcher et même à les supprimer dans la mesure où les circonstances nationales et internationales ainsi que la pénurie dont souffre l'économie mondiale nous le permettront. Nous veillerons, au surplus, à ce que les contrôles, dans ces limites, s'exercent sans vexations inutiles et dans une rigoureuse impartialité.

Le sort des classes moyennes et les mesures à prendre pour les protéger contre les difficultés de l'existence si graves auxquelles elles sont aux prises seront parmi nos préoccupations les plus immédiates.

Dans la poursuite de son œuvre économique, le gouvernement fera appel au concours constant des grandes organisations professionnelles, tant pour l'étude des problèmes économiques et sociaux que pour l'exécution des mesures dont il décidera l'application. D'autre part, afin d'établir un contact étroit entre les divers collaborateurs de la production, il instaurera les conseils d'entreprise, dont la précédente déclaration gouvernementale a heureusement défini le caractère et la portée.

Le gouvernement organisera aussi le contrôle nécessaire du prix de revient des fabricats. Un index du coût de la vie sera établi en prenant soin d'éviter les erreurs du passé, qui étaient de nature à provoquer l'instabilité économique, sociale et financière.

Le comité de coordination économique n'a cessé de fonctionner depuis la libération et a rendu les plus grands services. Son action sera continuée et intensifiée sous la présidence du ministre des affaires économiques.

En matière sociale, le gouvernement achèvera l'œuvre de sécurité sociale et l'étendra progressivement à tous les Belges. Il pratiquera une politique familiale impliquant notamment la construction de 25.000 maisons modernes, suivant un plan d'ensemble qui permettra d'abaisser considérablement le coût des immeubles et, partant, de réduire le montant des loyers. Il déposera un projet de loi relatif à l'urbanisation du pays. Il poursuivra une politique de crédit destinée à faciliter l'accès à la petite propriété. Il étendra le rééquipement ménager aux travailleurs agricoles. Il proposera immédiatement de réviser la loi sur les pensions de vieillesse en ce qui concerne, notamment, le plafond des revenus, l'amnistie pour les versements incomplets, les pensions alimentaires. Il mettra fin aux entraves administratives, qui retardent considérablement la reconnaissance du droit à la pension et le paiement de son montant.

Dans le domaine de l'agriculture, la politique définie par le précédent gouvernement sera activement poursuivie. Il importe de réaliser la rentabilité des exploitations par de nouvelles méthodes, notamment par l'adoption de toutes mesures susceptibles d'accroître les rendements, d'améliorer la qualité et de réduire les prix de revient de nos produits.

Il apparaît indispensable d'envisager dès maintenant une large politique de crédit et d'organiser, avec toute la prudence qui s'impose, le statut des coopératives agricoles.

Les ouvriers agricoles doivent désormais être traités à l'égal des ouvriers industriels.

Les problèmes du ravitaillement ont une importance capitale. Plusieurs départements : ravitaillement, agriculture, importation, y sont intéressés. Leurs activités sont étroitement liées; elles seront coordonnées sous la direction du ministre du ravitaillement.

Les nombreux problèmes que pose, pour les Européens comme pour les indigènes, l'évolution rapide du Congo recevront leur solution. La législation sociale, inaugurée il y a sept mois, sera complétée. Le colonat européen sera effectivement encouragé. Nous nous efforcerons aussi de réaliser les réformes que demande l'opinion publique coloniale.

Par leur loyalisme au cours d'une longue lutte et leur contribution à un dur effort de guerre, nos populations indigènes ont attesté la valeur de notre œuvre civilisatrice et se sont acquis des titres nouveaux à notre sollicitude. L'amélioration de leurs conditions matérielles et morales d'existence, le développement du service médical et l'extension de l'enseignement feront l'objet des préoccupations du gouvernement.

Ainsi s'affirmera la continuité de la politique généreuse que la Belgique poursuit au Congo depuis trente-huit ans.

L'administration de l'Etat traverse une crise particulièrement aiguë. Afin de contribuer à sa solution, notre premier soin sera de soumettre, avant le 1^{er} mai, à la signature du Chef de l'Etat les projets de loi et d'arrêté portant révisions des rémunérations des agents des services publics. Ces nouvelles dispositions seront appliquées avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1946.

D'autre part, un plan d'ensemble sera mis à exécution, ayant pour objet la réduction progressive des cadres administratifs et la résorption de l'inflation de personnel due à la guerre et à l'occupation.

Enfin, le gouvernement veillera à faire respecter, pour l'accès aux emplois publics, le droit de priorité de ceux qui ont eu, pendant la guerre, une attitude particulièrement patriotique, ainsi qu'à doter les agents temporaires et les ouvriers des services publics d'un statut approprié.

Le département de la reconstruction centralisera les attributions des ministères des dommages de guerre et des victimes de la guerre.

Comme l'a déclaré le gouvernement précédent, nous estimons qu'il serait sage de présenter en même temps au parlement tous les projets de loi portant réparation des dommages aux biens et aux personnes en faveur des victimes de la guerre.

La reprise économique actuelle permet de disposer dès à présent d'une certaine quantité de matières premières indispensables à la restauration du pays. Cette quantité ira en s'accroissant et donnera au gouvernement la possibilité de pratiquer une politique active de reconstruction.

Le gouvernement précédent, avec l'autorité et la compétence qui s'attachent à la personne de son chef, a, en termes excellents, réaffirmé les principes sur lesquels la politique étrangère de la Belgique est fondée et exposé la ligne de conduite qu'il comptait suivre en cette matière.

Nous ne pouvons mieux faire que de nous rallier complètement à sa déclaration, marquant ainsi la continuité de la politique étrangère de la Belgique menée par notre ministre des affaires étrangères, dont l'élevation à la présidence de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies honore la Belgique. (*Très bien! sur les bancs socialistes.*)

En ce qui concerne la réalisation d'une armée nouvelle, le renvoi des volontaires dans leur foyer, la réduction du temps de service des hommes appartenant aux classes 1942 à 1944, l'incorporation des miliciens, le problème de la jeunesse, la réforme de l'organisation communale, la création du Conseil d'Etat, l'élaboration du statut des établissements paraétatiques, nous nous en référons à la déclaration du gouvernement précédent.

Nous soumettons au jugement du parlement et du pays cet exposé précis et complet de nos intentions. Nous sommes résolus à démontrer par nos actes leur fermeté et leur sincérité. Pour les réaliser dans l'ordre, le travail, la concorde, nous nous adressons à toutes les bonnes volontés.

Tolérants, volontairement oublieux de ce qui sépare, pour nous souvenir uniquement de ce qui doit rapprocher les Belges dans l'épreuve, nous faisons appel au concours des bons citoyens, sans aucune distinction de classe, de conviction religieuse ni de parti. Aujourd'hui, le service de la nation impose à tous un grand devoir commun; nous vous convions à l'accomplir.

Le mot d'ordre : Tous au travail! (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De heer Van Acker, eerste-minister (op het spreekgestoelte). — Mevrouwen, mijne heeren, de regering die vóór u verschijnt, werd samengesteld om in te gaan op de dwingende noodwendigheid dadelijk een einde te stellen aan de gezagontstentenis.

Sedert 9 Januari, is het land niet meer geregeerd; sedert de verkiezingen is het niet meer bestuurd.

Deze stand van zaken bracht de sedert de bevrijding geboekte uitslagen in gevaar, uitslagen die slechts werden bekoren dank zij het werk en de toewijding van ons volk geleid door de onverpoosde actie van de regeringen die elkander aan het bewind hebben opgevolgd, en inzonderheid van de regering die op 13 Februari 1945 het beleid in handen nam.

Al de pogingen die er toe strekten een regering samen te stellen waarin al de menschen van goeden wil samengebracht werden, hebben schipbreuk geleden. Het behoort de regering niet de oorzaken van deze mislukking op te sporen, noch te trachten er de verantwoordelijkheid van vast te stellen.

De in den schoot der regering vertegenwoordigde partijen zijn er toe gekomen zich onder elkander te verstaan tot verwezenlijking van het werk van algemeen welzijn dat niet meer mocht uitgesteld worden.

Dit wil zeggen dat de regering zal afzien van elk initiatief betreffende politieke aangelegenheden, omdat zij van dien aard zouden zijn dat zij de Belgen zouden verdeelen op het oogmerk zelf dat het onontbeerlijk is alles in het werk te stellen om ze te verenigen.

De verklaring van de vorige regering heeft de goedkeuring van al de partijen weggedragen. Wat de koningskwestie betreft, bevestigt de regering de suggesties die in bewuste verklaring voorkomen.

De regering staat er op hoofdzakelijk haar aandacht te wijden aan de financiële, economische en maatschappelijke aangelegenheden die thans al de andere overheerschen en onverwijld dienen opgelost.

Op financieel gebied zal de regering de politiek der regeringen, die haar sedert de bevrijding voorafgingen, voortzetten.

Deze politiek behelst in de eerste plaats de handhaving van de stabiliteit van den frank. Slechts door daden en niet door verklaringen zal die stabiliteit verzekerd zijn.

De openbare uitgaven zullen beperkt worden tot 's lands financiële middelen en met de bedoeling het evenwicht tusschen zijn uitgaven en inkomsten te verwezenlijken.

Op het stuk der begrotingen dient onverwijld teruggekeerd tot nakoming van de grondwettelijke regels en de prerogatieven van het parlement. Deze bezorgdheid wettigt, onder de momenteel omstandigheden, de instelling van een departement van begroting dat eveneens zal belast worden, in overleg met het departement van binnenlandse zaken, met de oplossing van het vraagstuk der financiën van de ondergeschikte openbare machten.

De financiële politiek, die tot de bevoegdheid van het ministerie van financiën blijft behoreen, veronderstelt een strenge controle der openbare uitgaven om inflatie te voorkomen. Zij is echter ook geen deflatiepolitiek. Zij gaat uit van de bezorgdheid, binnen de perken van de financiële mogelijkheden, den voorrang te verleen aan de dadelijk noodige uitgaven.

Er zal eveneens dienen overgegaan tot de financiering van de particuliere bedrijven onzer economie, inzonderheid met het oog op dezer wederuitrusting. Ten deze, moeten sommige hervormingen verwezenlijkt worden, om het kredietselsel in staat te stellen volkomen zijn opdracht te vervullen.

De regering zal een politiek van gespaard vermogen volgen.

De belastingswetgeving zal herzien worden om ze bevorderlijk te maken voor de verwezenlijking van de op economisch gebied nagestreefde doeleinden, om op billijker wijze den gemeenschappelijken belasingsdruk te verdeelen en tot vereenvoudiging dezer wetgeving te komen.

Op economisch gebied zal onze taak er in bestaan het door de vorige regeringen zoo gelukkig aangevangen werk van wederopstanding te hernemen en tot een goed einde te brengen.

Onze regering zal een driedubbelen slag te leveren hebben : den kolenslag, den prijzenslag en den uitvoerslag.

De eerste slag vergt een maximumvoortbrenging van kolen om de aan de nijverheids- en landbouwbedrijven toegekende contingenten te kunnen opvoeren. Hierbij komen dadelijke maatregelen te pas om den in de jongste weken inge reden toestand te verhelpen.

De tweede slag, dien wij zullen leveren met al de wapens waarover wij kunnen beschikken om een strenge toepassing der genomen maatregelen te verzekeren, beoogt hooftzakelijk de koopkracht van den frank te verhoogen, wat onontbeerlijk is voor de arbeiders, de kleine renteniers en de gepensioneerden.

Door de eerste twee slagen te winnen, zullen wij ook den derden gewonnen hebben, tevens onze buitenlandse markten terug veroverd, zoodat de door den uitvoer onze welvaart hersteld hebben. De uitvoer eischt tegelijkertijd de verhoogen van de voortbrenging en de vermindering van de kostende prijzen, ten aanzien van de wereldmededinging.

In dezen gedachtengang zal het nieuw departement voor 's lands wederuitrusting het primordiaal werk der economische heruitrusting aanvaatten : dit werk behelst s. ructuurhervormingen, onder meer inzake het kolonbedrijf.

Daarenboven zullen wij aan het hoog-commissariaat voor wettenschappelijk onderzoek de noodige actiemiddelen geven, door het met al de gerechtvaardigde kredieten te bedoeien en door, zoowel in België als in de kolonie, de vorschers aan te moedigen.

Gelet op de belangrijkheid van de door het vervoerwezen in de handelsbetrekkingen gespeelde rol, zullen wij er ons met verdubbelde krachten op toeleggen om onze handelsvloot te herstellen — ja zelfs uit te breiden — en om het luchtverkeer op te voeren.

Heden ten dage moet de economie geleid zijn en blijven. De naoorlogische behoeften hebben beperkingen en controles gebijld die, zoowel op buitenslandsch als op binnenlandsch gebied, onvermijdelijk de vrijheid van handel aantasten.

Wij zullen er ons op toeleggen om ze leniger te maken en ze zelfs af te schaffen, in de mate dat de nationale en internationale omstandigheden alsmede de schaarschte waaronder de wereld-economie lijdt, ons zulks zullen mogelijk maken. Wij zullen er daarenboven voor waken dat de controles, binnen deze perken, zonder nutteloze plagerij en met de strengste onpartijigheid uitgevoerd worden.

Het lot van den middenstand en de te treffen maatregelen om hem behulpzaam te zijn in de zoo zware bestaansmoelijkheden waarmede hij te kampen heeft, maken onze bekommelingen in de allereerste plaats gaande.

Bij het doorzetten van haar economisch werk, zal de regering beroep doen op de voortdurende medewerking van de groote beroepsorganisaties, zoo voor de studie der economische en sociale vraagstukken als voor de uitvoering der maatregelen tot welke toepassing zij zal beslissen. Anderdeels zal zij de bedrijfsraden instellen, waarvan de vorige regeringsverklaring gelukkig den aard en de strekking bepaald heeft, om aldus een nauw contact tot stand te brengen onder de verschillende medewerkers in de productie.

De regering zal eveneens de noodige controle over den kostenden prijs der fabrieksproducten organiseeren. Een indexcijfer van de levensduurte zal aangelegd worden en er zal tevens naar gestreefd worden de vergissingen uit het verleden te vermijden, daar deze tot economische, sociale en financiële onvastheid aanleiding geven.

Het comité voor economische coördinatie bleef steeds in werking en heeft, sedert de bevrijding, de grootste diensten bewezen. Zijn actie zal onder voorzitterschap van den minister van economische zaken voortgezet en uitgebreid worden.

Op sociaal gebied zal de regering het werk van maatschappelijke zekerheid voltrekken en het geleidelijk tot alle Belgen uitbreiden. Zij zal een gezinspolitiek voeren, waarin onder meer de bouw van 25.000 moderne huizen begrepen is. Zulks zal geschieden volgens een gezamenlijk plan, waardoor het mogelijk zal zijn de duurte der onroerende goederen aanzienlijk te doen afnemen en, dienvolgens, de huurprijzen te verlagen. Zij zal een wetsontwerp indienen betreffende 's lands urbanisatie. Zij zal een kredietpolitiek voeren, bestemd om het verwerven van den kleinen eigendom in de hand te werken. Zij zal de huishoudelijke heruitrusting uitbreiden tot de landbouwarbeiders. Zij zal onverwijld de herziening van de wet betreffende de ouderdomspensioenen voorstellen, wat onder andere de maximuminkomsten, de amnestie voor de onvolledige stortingen en de alimentatiegelden betreft. Zij zal een einde stellen aan de administratieve belemmeringen, waardoor de erkenning van het recht op pensioen en de uitkeering van het bedrag er van aanzienlijk vertraagd worden.

Op landbouwgebied, zal de politiek zooals zij door de vorige regering werd bepaald, actief doorgezet worden. Het betaamt de rentabiliteit van de ondernemingen door nieuwe methodes te verzekeren, onder meer, door alle maatregelen te treffen die vatbaar zijn om de opbrengst te verhogen, de kwaliteit onzer produkten te verbeteren en den kostenden prijs ervan te verlagen.

Het lijkt onontbeerlijk van stonde aan een ruime kredietpolitiek te voeren en het statuut der coöperatieve landbouwverenigingen — met de noodige omzichtigheid — in te richten.

De landbouwarbeiders dienen voortaan op denzelfden voet als de nijverheidsarbeiders behandeld.

De ravitailleringsvraagstukken zijn van het grootste belang. Verschillende departementen: ravitaillering, landbouw, invoer, zijn er bij betrokken. Hun bedrijvigheid staat in nauw onderling verband; zij zal onder leiding van den minister van ravitaillering geordend worden.

De talrijke vraagstukken welke zoowel voor de bewoners van Europa als voor de inlanders door de snelle evolutie van Kongo oprijzen, zullen opgelost worden. De sociale wetgeving, waarmee zeven maanden geleden een aanvang werd gemaakt, zal aangevuld worden. De Europeesche kolonisten zullen werkelijk aangemoedigd worden. Wij zullen er ons ook op toeleggen om de hervormingen welke door de openbare meening in de kolonie gevraagd worden, te verwezenlijken.

De inlandische bevolking heeft door haar trouw in den loop van een langen strijd en haar bijdrage tot een zware oorloginspanning, van ons beschavingswerk laten blijken en nieuwe aanspraak gemaakt op onze bezorgdheid. De verbetering van haar stoffelijke en geestelijke bestaansvoorwaarden, de ontwikkeling van den medischen dienst en de uitbreiding van het onderwijs zullen de bekommerning van de regering gaande maken.

Aldus zal de voortzetting van de edelmoedige politiek, welke België sedert acht en dertig jaren in Kongo voert, bevestigd worden.

's Lands administratie doorworstelt een bijzondere ernstige crisis. Om tot de oplossing er van bij te dragen, zal onze eerste zorg zijn de ontwerpen van wetten en besluiten houdende herziening van de salarisregeling voor het personeel der openbare diensten vóór 1 Mei ter goedkeuring aan het Staatshoofd voor te leggen. Deze nieuwe bepalingen zullen met terugwerkende kracht van 1 Januari 1946 af toegepast worden.

Er zal, anderdeels, een algemeen plan ter uitvoering worden gelegd om de geleidelijke inkrimping van de administratieve kaders en de uitschakeling van de aan den oorlog en aan de bezetting te wijten inflatie van het personeel te verwezenlijken.

Ten slotte, zal de regering er voor waken om voor de toelating tot de openbare betrekkingen het recht te doen eerbiedigen van hen die tijdens den oorlog een gansch bijzonder vaderlandlievend gedrag hebben gehad, alsmede om het tijdelijk personeel en de werklieden der openbare besturen een gepast statuut te bezorgen.

Het departement van wederopbouw zal de bevoegdheden van het ministerie voor oorlogsschade en voor oorlogsgetroffenen centraliseeren.

Zooals de vorige regering verklaard heeft, zijn wij de meening oegedaan dat het wijs zou zijn al de wetsontwerpen strekkend tot schadevergoeding aan de oorlogsgetroffenen zoowel voor goederen als voor personen, tegelijkertijd aan het parlement voor te leggen.

De momenteele economische wederopstanding maakt het mogelijk van stonde aan, over een bepaalde hoeveelheid grondstoffen te beschikken die voor 's lands wederopbouw onontbeerlijk zijn. Deze hoeveelheid zal steeds toenemen en de regering in staat stellen een actieve politiek van wederopbouw te voeren.

De vorige regering heeft, met het gezag en de bevoegdheid die haar leider kenmerken, in uitstekende bewoordingen andermaal bevestigd waarop de buitenlandse politiek van België teunet en de gedragslijn aangetoond welke zij op dat gebied denkt te volgen.

Wij kunnen niet beter doen dan ons volledig bij deze verklaring aan te sluiten en zoodoende te wijzen op de rechte en ononderbroken lijn van de buitenlandse politiek welke werd gevoerd door onze minister van buitenlandse zaken, wiens aanstelling tot voortter der algemeene vergadering van de Unie der Vereenigde Volkeren België tot eer strekt. *(Zeer wel! op de socialistische banken.)*

Voor de verwezenlijking van een nieuw leger, het naar hun aardsteden sturen van de vrijwilligers, de inkrimping van den dienstdaag der mannen van de klassen 1942 tot 1944 de inlijving van de militieplichtigen, het jeugd vraagstuk, de hervorming van

de gemeentelijke inrichting, de instelling van den Raad van State en het uitwerken van het statuut der parastatale organismen, verwijzen wij naar de verklaring der vorige regering.

Wij onderwerpen aan het oordeel van het parlement en van het land deze nauwkeurig omschreven en volledige uiteenzetting van onze inzichten. Wij zijn vastbesloten door onze daden en de stevigheid en de oprechtheid van te bewijzen. Om ze te verwezenlijken in orde, werk, eendracht, richten wij ons tot alle menschen van goeden wil.

Verdraagzaam, volgaarne heenstappend over wat ons scheidt, om slechts te gedenken wat de Belgen in de beproefing dichter bijeen moet brengen, doen wij beroep op de medewerking van de goede burgers, zonder eenig onderscheid van stand, godsdienstige of politieke overtuiging. De dienst voor het land vergt thans van eenieder zijn deel in den grooten gemeenschappelijken plicht; aan u dien plicht te vervullen.

Het wachtwoord: « Allen aan 't werk! » *(Handgeklap op de banken der meerderheid.)*

ORDRE DES TRAVAUX. — ORDE DER WERKZAAMHEDEN.

Proposition du bureau. — Voortset vanwege het bureau.

M. le président. — Mesdames, messieurs, M. le premier ministre a le désir de se rendre immédiatement au Sénat pour donner lecture de la déclaration gouvernementale devant la Haute Assemblée. Dans ces conditions, il ne serait pas décent — il serait même impossible — de commencer immédiatement le débat sur la déclaration gouvernementale. Je désire savoir si vous préférez suspendre la séance — disons durant une demi-heure ou trois quarts d'heure — ou renvoyer le débat à demain. Il devrait être entendu qu'en ce cas la discussion serait terminée en une séance. *(Adhésion unanime.)*

Mevrouwen, mijne heeren, de heer eerste-minister wenscht zich onmiddellijk naar den Senaat te begeven om er zelf lezing te geven van de regeringsverklaring. In deze omstandigheden is het niet mogelijk over te gaan tot de bespreking over deze regeringsverklaring. Ik wensch de Kamer te raadplegen om te weten of zij verkiest de zitting te schorsen ofwel ze te verzetten naar morgen, met dien verstande dat de discussie in één zitting zou geëindigd zijn. *(Algemeene instemming.)*

DEMANDES D'INTERPELLATION. — VRAGEN TOT INTERPELLATIE.

M. le président. — Deux demandes d'interpellation sont parvenues au bureau :

1^{re} Demande d'interpellation de M. Jaminet adressée à M. le ministre des communications « sur l'émoi provoqué dans tous les milieux économiques et sociaux par la récente augmentation massive des tarifs de la S. N. C. B. ».

Vertaling :

1^o Vraag tot interpellatie van den heer Jaminet gericht tot den heer minister van verkeerswezen « over de opschudding in al de economische en sociale kringen verwekt door de jongste aanzienlijke verhooging van de tarieven van de N. M. B. S. ».

— Cette interpellation sera inscrite à la suite de celles qui figurent déjà à l'ordre du jour.

Deze interpellatie zal ingeschreven worden na deze die reeds op de agenda verschijnen.

2^o Demande d'interpellation de M. Scheere à MM. les ministres des travaux publics et des affaires économiques « sur l'impossibilité d'application par les bateliers et les armateurs-affrèteurs de l'arrêté du 19 mars 1946 (*Moniteur* du 30 mars 1946, p. 2988), relatif aux taux des frets à appliquer pour tout contrat d'affrètement conclu à l'intervention de l'Office régulateur de la navigation intérieure ».

Vertaling :

2^o Vraag tot interpellatie van den heer Scheere gericht tot de heeren ministers van openbare werken en van economische zaken « over de onmogelijkheid van toepassing door de schippers en scheepsrederij-bevrachters van het besluit van 19 Maart 1946 (*Staatsblad* van 30 Maart 1946, blz. 2988) betreffende de vrachtprijzen toe te passen voor elk bevrachtingscontract afgesloten door bemiddeling van den Dienst voor regeling der binnenvaart ».

M. le président. — M. Scheere demande l'urgence pour son interpellation.

La Chambre se prononcera ultérieurement sur la question de l'urgence.

De Kamer zal zich later uitspreken over de kwestie der hoogdringendheid.

ORDRE DES TRAVAUX. — ORDE DER WERKZAAMHEDEN.

M. le président. — Mesdames, messieurs, la Chambre se réunira demain pour discuter la déclaration gouvernementale.

M. Piérard. — Et l'on votera demain.

De heer voorzitter. — Mevrouwen, mijne heeren, de Kamer zal morgen vergaderen om zich uit te spreken over de regeeringsverklaring.

— La séance est levée à 15 h. 55 m.

De zitting wordt geheven te 15 u. 55 m.

Demain, séance publique à 14 heures.

Morgen, openbare zitting te 14 uur.

QUESTIONS. — VRAGEN.

Des questions ont été remises au bureau par MM. Jaminet et Verhamme.

Vragen werden ter tafel gelegd door de heeren Jaminet en Ver-